



Non aux plans de liquidation du réseau de la DGFIP !

Mobilisation générale !

**Toutes et tous
en grève
le lundi 16 septembre 2019**

Ne les laissons pas démolir notre administration !

Le plan Darmanin a été dévoilé à tous les agents de la DGFIP au début du mois de juin. Sa brutalité est sans appel malgré les prétendues concertations. Il dévoile clairement l'objectif du gouvernement : **la disparition du réseau de la DGFIP et la disparition de nos missions !**

**Si nous laissons faire le gouvernement et passer ces réformes :
En province, ce sera près de la moitié des centres des impôts qui
disparaîtront et plus des trois quarts des trésoreries !**

Dans le Val d'Oise, Ce plan de destructions prévoit la fermeture de 25 services dont 9 trésoreries qui disparaîtront purement et simplement (trésoreries de Marines, Beaumont-sur-Oise, Eaubonne, Luzarches, Ecoeu, Ezanville, Louvres, Gonesse, Villiers-le-Bel).

Les points de contacts prévus en remplacement ne seront que des accueils numériques mais en aucun cas un service de proximité permettant la gestion des dossiers et un réel soutien aux élus.

Dans les « grands centres » à Argenteuil, Cergy, Ermont, Garges et St Leu, les services se superposeront dégradant encore plus nos conditions de travail. Pour l'usager, cela impliquera des temps d'attente plus longs, pour être, au final redirigé le plus possible vers les démarches en ligne (comme l'ordre nous en est déjà donné). Les entreprises, aussi, seront pénalisées par l'éloignement de leur interlocuteur. Ne survivraient que 2 points d'accueil pour les professionnels (Cergy et St Leu). Et que dire de la départementalisation du cadastre à Cergy et de la publicité foncière à St leu ? Les usagers devront traverser tout le département pour avoir peut-être une réponse à leurs questions.

La DGFIP et la Fonction Publique en danger de mort

Les missions en danger :

Le gouvernement cherche à se débarrasser par tous les moyens des fonctionnaires et de leurs missions et la DGFIP est en première ligne. Le prélèvement à la source, qui privatise le recouvrement pour le confier aux employeurs, l'annonce de la fin de la déclaration d'impôt sur les revenus pour des millions de foyers l'année prochaine, la fin de la séparation ordonnateur/comptable et le transfert des missions de la



gestion publique aux collectivités locales, la fin de la taxe d'habitation, l'annonce du transfert aux buralistes de l'encaissement des créances qui relèvent de la DGFIP...

Pour seul avenir, on nous annonce la création de « Maisons France Services » : un à deux agents, sans doute territoriaux ou contractuels, qui assureront l'accueil du public pour les aider à utiliser des postes en libre service. Des « fonctionnaires » lâchés avec une formation au rabais pour répondre à des questions sur les retraites, Pôle Emploi, les impôts, les litiges du tribunal, la CAF, la CPAM etc. Ce sera un service d'accueil low-cost avec des animateurs polyvalents dans des points de contact (Maison Service aux Publics, Maison France Service, SA La Poste, mairies) non pérennes matériellement et financièrement.

Il faut nous en rendre compte : Le gouvernement nous ment et cherche à camoufler le démantèlement programmé de tous les services publics !

Le statut menacé de disparition :

Afin de pouvoir mettre en place sa politique, il a été promulgué au mois d'août la loi Transformation de la Fonction Publique qui prévoit : le recrutement de contractuels à la place de fonctionnaires dans la Fonction Publique d'État, la fin des CHS-CT, la fin de l'avis des OS pour les CAP de mutation (alors qu'on ferme les sites et que l'on met en place l'affectation au département), les primes au mérite pour les fonctionnaires restant, et surtout le détachement d'office en cas de transfert de mission et/ou de suppression de poste (détachement qui pourra s'effectuer dans le privé ou d'autres administrations !). Et par-dessus le marché, le gouvernement, sous couvert d'égalité, organise la liquidation du régime de retraite propre à notre statut, le Code des Pensions Civiles et Militaires.

S'ORGANISER POUR GAGNER

Depuis plusieurs mois, les agents de la DGFIP se mobilisent sur tout le territoire afin de stopper cette politique mise en place par Macron, Dussopt et Darmanin.

Elus, usagers, agents de la DGFIP, nous sommes tous concernés et c'est par notre mobilisation unitaire que nous pourrons arracher la victoire.

C'est pour cette raison que l'intersyndicale DGFIP Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC appelle à une journée nationale de grève le lundi 16 septembre 2019 avec des assemblées générales sur tous les sites à 9H30 avant de se rendre ensemble à la Direction Départementale.

Maintenant se pose la question de la grève dans la durée pour gagner !

Pour le retrait du plan Darmanin, pour le retrait de la Loi Fonction Publique, pour le maintien de toutes nos missions et l'abandon du projet de loi Retraites, pour un véritable service public des finances publiques pour tous et sur tout le territoire.

Tous en grève le 16 septembre et décidons ensemble des suites à donner à cette journée !

Collègues, camarades, il est temps d'agir. Nous vous invitons à réfléchir et à nous proposer des initiatives d'actions.

**Il est urgent de ne plus se laisser aller au fatalisme et à l'apathie !
TOUS ENSEMBLE ORGANISONS LA RESISTANCE !**

